

DEUXIEME CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION CADRE DES  
NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

COMMUNICATION DE LA DELEGATION TCHADIENNE PRONONCEE PAR SON  
EXCELLENCE MONSIEUR MAHAMAT ALI ABDALLAH NASSOUR AMBASSADEUR  
DU TCHAD EN FRANCE.

-GENEVE-JUILLET 1996

La délégation tchadienne joint sa voix à celles qui l'ont précédée pour féliciter son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement du Zimbabwe pour sa brillante élection à la Présidence de la 2ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques Elle saisit l'occasion qui lui est offerte pour apprécier à leur juste valeur les documents élaborés par les différents organes subsidiaires.

Le Tchad a signé la Convention sur les changements climatiques à Rio de Janeiro le 12 juin 1992 et l'a ratifiée le 7 juin 1994. Il a également signé et ratifié la Convention de Vienne et son Protocole de Montréal relatifs à la protection de la couche d'ozone, la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification.

Les actions menées ou à entreprendre dans le cadre de la mise en oeuvre de ces dernières Conventions faciliteront dans une large mesure la mise en oeuvre de la première.

Notons que le Tchad est un vaste pays s'étendant sur une superficie de 1.284.000 km<sup>2</sup>, peuplé de 6.300.000 habitants, caractérisé par un taux d'accroissement annuel de 3,2%. Il est situé dans une charnière entre le désert du Sahara au Nord et la forêt tropicale sèche au sud, encadrant une frange sahélienne au Centre; cette position géographique rend ses écosystèmes très fragiles.

Le Tchad se prépare à exploiter son pétrole d'ici l'an 2000, ce qui ne manquera pas de générer les émissions des gaz à effet de serre. Mais c'est une étape de développement par laquelle tout pays en développement comme le mien est tenu de franchir, tout en respectant les engagements pris dans le cadre de notre Convention commune. En outre, il est classé parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un PIB égale à 480 dollars US par habitant.

Le Tchad ne dispose pas pour le moment d'infrastructures industrielles produisant des émissions de gaz à effet de serre. Par contre, il importe certains produits qui contiennent des substances ayant des effets nocifs sur la couche d'ozone, notamment les mousses, les réfrigérants, les aérosols, les extincteurs, les gaz utilisés dans les climatiseurs. Par ailleurs, le pays est victime de douloureux

problèmes de la désertification qui y sévit depuis plus de deux décennies. Les effets de cette calamité naturelle conjugués à la pression de l'homme sur les ressources forestières pour satisfaire ses besoins énergétiques et alimentaires ont eu des impacts très perceptibles sur l'état du climat. La portée de ce désastre est à la fois écologique, sociale et économique.

En effet, pour installer ses cultures, le paysan n'a pas d'autres choix que défricher des centaines d'hectares de forêt, suivi de brulis; pour avoir accès à l'énergie domestique, il ne peut se livrer qu'aux coupes intensives de bois. Le bois de feu et le charbon représentent plus de 90% de l'énergie consommée par les ménages au Tchad.

Cette pauvreté conduit les populations à adopter des attitudes à court terme néfastes à l'amélioration de l'environnement, au détriment d'un développement durable.

C'est pourquoi les mesures à prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre doivent également mettre un accent particulier sur l'atténuation du degré de pauvreté de ces populations. La problématique du développement au Tchad se présente de ce fait de manière aigue et beaucoup plus en terme de déséquilibre entre les ressources biologiques et les besoins sans cesse accrus des populations en croissance rapide. Cette situation qui est également celle de tous les pays en développement doit nous rappeler la déclaration du forum international sur la population tenu à Amsterdam en novembre 1989, je cite: "La triade de la croissance démographique excessive, de la dégradation de l'environnement et de la pauvreté nous menace et met la planète en danger comme jamais auparavant". fin de citation.

Pour sa part, le Tchad a érigé la lutte contre la désertification au rang de ses priorités nationales; il a dans ce domaine défini de nouvelles orientations politiques et stratégiques découlant de son plan directeur de lutte contre la désertification et sous-tendues par un plan d'action en matière d'environnement et de lutte contre la désertification; elles sont en parfaite harmonie avec les dispositions et mesures envisagées par la Convention-cadre sur les changements climatiques. Elles sont basées sur une approche globale, participative et intégrative.

Le Gouvernement a entrepris des actions visant la lutte contre la désertification et l'amélioration de l'environnement, notamment:

- la mise en place d'un organe interministériel dénommé Haut Comité national pour l'Environnement, placé sous l'autorité du Premier Ministre, ayant pour mission d'impulser, d'harmoniser et de veiller à la mise en oeuvre effective des politiques et stratégies ~~elles~~ en matière d'environnement en vue d'un développement durable; il est chargé dans cette optique du suivi et du contrôle de l'étude d'impact du projet d'exploitation du pétrole sur l'environnement.

- L'inventaire des ressources biologiques;
- la mise en défens des périmètres dégradés;
- la lutte contre les feux de brousse;
- la diffusion des foyers améliorés;
- les reboisements communautaires;
- l'information et l'éducation environnementales;
- la promotion de la forêsterie rurale.

Mais ces mesures ont un impact très limité eu égard à l'ampleur du problème.

Pour la mise en oeuvre de la Convention sur les changements climatiques et notamment l'amorce de la réduction des gaz à effet de serre, il s'avère nécessaire et urgent pour mon pays de disposer d'outils efficaces parmi lesquels l'on peut retenir:

- le transfert de technologies saines à travers la formation des cadres;
- la mise à disposition des sources d'énergie non polluante et non consommatrice de ressources végétales telles que l'énergie solaire et éolienne, la biomasse, l'hydraulique;
- l'assouplissement des conditions et procédures de mobilisation des ressources financières au niveau du Fonds pour l'Environnement Mondial.

Par rapport à la mise en oeuvre de la Convention qui nous intéresse, nous nous trouvons face à un dilemme:

- d'un côté, l'industrialisation à outrance de certains pays dégageant d'énormes quantités de gaz à effet de serre;
- D'autre part, la tendance légitime d'autres pays à améliorer leur niveau de vie.

Il serait logique que les premiers s'investissent proportionnellement à leur responsabilité de dégradation de l'environnement, ce qui ne veut pas dire que les pays en développement cherchent à faire de l'économie quant à leurs engagements.

Il faut espérer qu'à partir de cette Conférence des Parties, la lucidité, l'enthousiasme et la volonté politique des décideurs à respecter leurs engagements puissent permettre la mise en oeuvre effective de la Convention sur les changements climatiques.

Je vous remercie

\* will study the impact of petroleum use on the environment as well as other actions geared towards sustainable development.

# RECORD OF MINISTERIAL SEGMENT

COUNTRY: Chad NAME OF SPEAKER: H.E. Mr. Abdallah Nassour Mahamat-Ali.  
 DAY: 18 July TIME: \_\_\_\_\_ NOTE-TAKER: Pascale STATEMENT PICKED UP? ☒

AGBM-RELATED ISSUES		
The speaker indicated:	<input type="checkbox"/> a preference for an amendment <input type="checkbox"/> a preference for a protocol <input type="checkbox"/> that s/he cannot indicate a preference at this time <input type="checkbox"/> AOSIS <input type="checkbox"/> EU	Comments: <u>Urges Annex I Parties to respect their commitments under the Convention.</u>
The protocol/ other legal instrument should include:	<input type="checkbox"/> mandatory policies and measures <input type="checkbox"/> voluntary policies and measures <u>Recently est. Interministerial High National Committee for the Environment. <del>to be</del> *</u>	Policies or measures specified: <u>Combat against desertification is a national priority and a plan of action is being devised.</u>
Does the country support any particular target?	<input type="checkbox"/> yes: _____ % by _____ year <input checked="" type="checkbox"/> no <u>Poverty in Chad results in short-term concern efforts to</u> <u>deal w/ immediate problems at the expense of sust. development.</u>	Comments: <u>Top priority → poverty eradication. Stated rich countries over-indulge while poor countries try to improve their standard of living</u>

SBSTA-RELATED ISSUES	
Reaching targets within the country by the year 2000 (Annex I Parties)	Comments:
Development and transfer of technology	Comments: <u>Calls for more assistance e.g. transfer of technology, training, and information on non-polluting sources of energy such as sun, wind, biomass, hydroelectric energy etc.</u>
IPCC Second Assessment Report (SAR)	Comments:

SBI-RELATED ISSUES		
Should the GEF be the permanent financial mechanism?	<input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no	Comments:
Activities Implemented Jointly (AIJ)	<input type="checkbox"/> in favour of pilot phase <input type="checkbox"/> distinction made between JI/AIJ	Comments:
Preparation of non-Annex I communications	Comments: <u>Chad has no infrastructures contributing to GHG emissions however, they do import products that damage the ozone layer. Country suffers from desertification. The poor are forced to use wood → deforestation. Firewood consists of 90% of energy use in Chad.</u>	

OTHER COMMENTS: Stated that its only logical that industrialized countries should take the responsibility for harmful effects to the environment. Therefore it is urged that they should not skimp on their commitments.

- Although Chad has stated several measures currently being taken to... the reports are very limited. Much assistance is still required.